

2016 - ELECTIONS EN FRANCAFRIQUE

Congo, Djibouti, Tchad et Gabon

En 2016, plusieurs pays africains sont concernés par des élections présidentielles. L'association Survie, travaillant depuis 30 ans à l'analyse critique de la Françafrique et militant pour une réforme en profondeur de la politique africaine de la France, publie un dossier d'analyse « Elections en Françafrique. Congo, Djibouti, Tchad, Gabon. La coopération militaire française au service des dictatures ». A cette occasion, nous vous proposons un quiz en dix questions sur l'actualité de la Françafrique à travers ces élections et le soutien de la France à ces régimes en place.

1

En 2012, François Hollande, alors candidat à la présidence de la République, affirmait au sujet de l'Afrique :

- «Présider la République, c'est ne pas inviter les dictateurs en grand appareil à Paris»
- «En temps de crise, la France ne peut se permettre le luxe d'une diplomatie basée sur des valeurs »
- «L'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire»

2

Les présidents actuels du Congo-B, du Tchad, de Djibouti et du Gabon, régimes alliés et amis de la France additionnent à eux quatre :

- 24 ans au pouvoir (soit 6 ans par dictateurs chefs d'États)
- 60 ans (soit 15 ans chacun)
- 121 ans (parce que Ali Bongo veut qu'on compte les années de son papa, Omar Bongo)

3

Régimes de terreur, fonctionnement clanique, oppression, assassinats, disparition d'opposants et de journalistes sont des pratiques régulières de ces pays. Et la France dans tout ça ?

- elle essaie d'aider les populations (après tout ce sont nos anciennes colonies) par une aide publique face à leurs dictateurs
- elle a favorisé la mise en place de ces régimes et a tout fait (coups d'états, interventions des forces spéciales, soutien diplomatique, coopération militaire, etc) pour les maintenir au pouvoir
- elle ne fait plus grands choses (ce n'est plus son problème) mais est obligée, diplomatiquement, de les recevoir de temps en temps à l'Élysée

4

D'ailleurs, depuis les indépendances, la France...

- a abandonné le Franc colonial quelques années après les indépendances et n'a plus d'accords bilatéraux s'inspirant de cet héritage colonial
- s'est aujourd'hui militairement retirée de l'Afrique pour ne plus être présente 50 ans après les indépendances
- a maintenu une monnaie coloniale (qu'elle gère encore depuis la France) et une présence militaire continue (fait unique des empires coloniaux 'occidentaux' en Afrique) jusqu'à aujourd'hui

5

Bon, certes le tableau n'est pas rose...mais l'Aide Publique au Développement (APD) alors ?! 10 milliards d'euros par an, ce n'est pas rien quand-même ! Concrètement c'est quoi l'APD ?

- l'APD a été mise en place au moment de la décolonisation, en tenant compte du pillage des ressources naturelles réalisé pendant la colonisation, pour assurer la mise en place des services essentiels.
- l'APD est un fourre-tout qui comprend aussi bien des budgets pour les écoles françaises en Afrique, les salaires des expatriés coopérants, des allègements de dettes ou des prêts (si possible pour des marchés que remporteront des entreprises privées françaises), seule une minorité peut être perçue comme une aide au développement des populations

- l'APD, après plusieurs décennies d'un discours sur l'aide du Nord comme solution pour le Sud, n'emploie plus ces termes qui participent à biaiser nos représentations. Elle s'attaque d'ailleurs aujourd'hui principalement à militer pour l'annulation de la dette des anciennes colonies.

6

Les quatre dictateurs présentés ici ont tous modifié leur constitution pour que leur énième candidature soit valide. Denis Sassou Nguesso, au Congo, a déclaré en octobre dernier que son peuple lui demandait de rester et qu'il allait organiser un référendum pour lui permettre de se représenter. Qu'a dit François Hollande ?

- « un dictateur qui fait un référendum ? Allons, soyons sérieux, la France ne cautionnera pas cette mascarade ? »
- « un président a le droit de consulter son peuple. »
- « ma réponse : le changement c'est maintenant ! Mais quelle est la question ? »

7

Au Tchad, régime répressif où les manifestations sont interdites, le régime de Déby a tiré en février à balles réelles sur des jeunes manifestants, plusieurs y ont trouvé la mort. La France, principale alliée militaire du Tchad, a réagi :

- « oui certes, c'est fâcheux ! Mais le pays était sous état d'urgence et les manifestations interdites. Il aurait donc mieux fallu ne pas manifester »
- on attend toujours la moindre réaction...
- « c'est insupportable ! La France ne peut pas continuer sa coopération sécuritaire avec un tel gouvernement. Les français ne m'ont pas élu pour que nos impôts forment et arment de tels régimes ! »

8

En juin 2015, au salon du Bourget. Devant une démonstration de Rafale, Hollande discute avec Bongo. Qu'a dit le président français au dictateur gabonais ?

- « Bien sûr la France ne pourra pas t'en vendre. Diplomatiquement ce serait mal vu ! »
- « Comme prévu, ils vont te faire un prix »
- « On en rediscute lors de la prochaine manifestation après des attentats ? »

9

Aujourd'hui, dans ces quatre pays réunis, combien de soldats français sont officiellement présents (sans compter donc les forces spéciales, barbouzards et autres mercenaires) sur leur sol ?

- plus de 220
- plus de 540
- plus de 3550

10

En 2014 à Djibouti, la FIDH déclare : « Le régime condamne, emprisonne et harcèle les opposants politiques, les journalistes indépendants et les défenseurs des droits humains dans des proportions inquiétantes ». La même année, que dit le ministre des affaires étrangères djiboutien sur la France ?

- « la France semble diplomatiquement prendre ses distances avec notre gouvernement et nous le regrettons »
- « peu de pays dans la région peuvent se targuer d'une telle protection que celle que la France fournit à Djibouti »
- « grâce à l'expertise de la France, au niveau militaire ou pénitentiaire, notre savoir-faire répressif s'améliore encore »

Retrouvez les réponses et bien plus encore sur [SURVIE.ORG](https://www.survie.org)

